

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

ÉLUCBRATIONS DE LA MAJORITE SUR LE STATUT DE LA FONCTION PUBLIQUE : LA SERIE CONTINUE !

Après la déclaration tonitruante de Christian Jacob au sujet du statut des fonctionnaires, démenties aussitôt par le Premier ministre, pour être réaffirmées le lendemain par Jean-François Copé, Secrétaire général de l'UMP, voilà que Jean-François Mancel, député UMP de l'Oise, propose une réécriture du statut de la Fonction publique.

Cette proposition est particulièrement dangereuse, car au-delà du statut des agents, elle recadre fondamentalement les contours du service public, en ne conservant dans sa sphère que les services régaliens (Police - Défense - Justice). Il s'agit donc d'une remise en cause profonde de l'intervention publique, qui aboutirait à des privatisations massives de services.

Cette démarche, selon la **FA-FPT**, n'est pas anodine quand on connaît notamment les liens de M. Mancel avec Éric Woerth, ancien ministre du Travail et de la Fonction publique ...

La **FA-FPT** entend ne pas traiter cette proposition avec légèreté, et y accordera la plus grande attention et une extrême vigilance.

La **FA-FPT** réaffirme à cette occasion qu'elle s'opposera avec force à toute mesure qui aurait pour effet de remettre en cause le statut de la Fonction publique, ou de privatiser ou d'externaliser des services publics.

Contact :

*Antoine Breining, Président de la **FA-FPT**
06 08 93 86 87*